

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-008 DU 2 AVRIL 2020  
RELATIVE AUX CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉSEAU POUR LES NOUVELLES DESSERTES AUTOUR DES  
CANALISATIONS DE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS DE BIOMÉTHANE**

## Présentation d'IED (Institut Energie et Développement)

L'Institut Energie et Développement (IED) est une Association créée en 1989 pour répondre aux besoins des représentants du personnel des entreprises de l'énergie lors de l'examen des dossiers avec les directions.

IED réalise des expertises et des études technico-économiques ou socio professionnelles, seul ou en partenariat avec d'autres cabinets.

Il intervient pour les CSE (Comité Social et Economique), notamment, du domaine de l'énergie (EDF, RTE, ENEDIS, GRDF, ENGIE, UNIPER,...), pour des collectivités nationales et territoriales, des organisations syndicales et des associations de consommateurs.

Il s'appuie sur la compétence d'une cinquantaine d'experts bénévoles en retraite après avoir fait leur carrière dans le domaine de l'énergie.

## Préambule

IED se propose de répondre à cette consultation N°2020-008 du 2 avril 2020 et souhaite s'exprimer, auparavant, sur les conséquences d'un système déréglementé dont l'objectif est d'amener la concurrence partout et qui multiplie les acteurs des chaînes gazières y compris dans l'acheminement de la molécule.

Les règles Françaises qui se sont adaptées aux directives de l'EU et sont rassemblées dans le code de l'énergie prévoient, notamment en ce qui concerne les réseaux, la possibilité pour les collectivités territoriales qui ne disposent pas d'un réseau public de gaz de concéder par appel d'offres, lors du raccordement d'un producteur, l'exploitation de ce réseau à toute entreprise agréée.

Dans le cas du raccordement d'un producteur de biogaz, ce système conduit la CRE, l'autorité de régulation du secteur, à proposer la mise en place d'un système très complexe allant même jusqu'à l'installation de comptage entre zones !

Cette situation rend plus complexe le développement de la filière biométhane.

Le développement anarchique de ces filières biogaz, sur le territoire, oblige le distributeur à procéder à des adaptations de réseau, des renforcements etc. qui participent à l'augmentation des coûts à répercuter au client final.

La seule possibilité, pour le distributeur, est de définir des zones de raccordement, celles-ci étant la résultante du quotient entre les investissements nécessaires et les capacités du producteur.

Ce quotient doit être inférieur à 4700 € / Nm<sup>3</sup>/h soit environ 4.2 €/MWh alors que la délibération de la CRE du 14 novembre 2019 indiquait 3.2 €/MWh (en effet le PCS est plus près de 11 que de 12 kWh/m<sup>3</sup>).

Toute cette dérèglementation oblige la mise en place d'un système d'une complexité extrême.

Le développement du gaz renouvelable sur le territoire permet :

- une réduction des émissions de CO2 par rapport au gaz naturel,
- à terme, de rééquilibrer la balance commerciale,
- la création d'emplois non délocalisables et le plus souvent en zone rurale.

Les pouvoirs publics ont décidé de soutenir ce développement à hauteur de 10 Milliards d'€. A cela s'ajoutent tous les investissements sur les réseaux qui ne sont pas tous payés par les productions de Biométhane. C'est donc un développement sous tendu par un investissement public massif.

Un tel développement suppose une programmation et une planification nationale publique afin que l'argent public ainsi dépensé le soit de façon optimale sur le territoire et non au gré de décisions relevant du bon vouloir des seuls producteurs en terme de localisation.

Les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution ont la charge d'assurer la sécurité d'approvisionnement et de desserte et doivent avoir un rôle majeur pour organiser ce développement.

En toute logique, il aurait fallu réfléchir en sortant des idéologies comme dit le Président de la République et étudier le remplacement progressif du Gaz naturel par le GAZ VERT avec un système dont l'objectif aurait été l'intérêt général.

Nous rappelons que le GRT et GRD doivent, dans leurs missions, garantir la sécurité d'approvisionnement donc dimensionner leurs installations afin de répondre à cette charge indépendamment des producteurs de gaz vert.

Pour un développement efficace de la production du gaz vert et dans le cadre d'un développement national basé sur l'intérêt général (optimisation des coûts ...) il faudrait, comme la question 4 l'indique, que les tarifs d'injection soient les mêmes sur tout le territoire et pas seulement sur une zone.

Les propositions formulées par la CRE, dans cette consultation, vont dans le sens de la continuité, en voulant préserver les Gestionnaires de réseau actuels et cela nous agréé.

Q1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ? (page 6)

Les dispositions proposées par la CRE permettent la création de nouvelles dessertes dans des conditions économiques satisfaisantes. En effet, si les coûts des investissements biométhane, souvent très élevés au regard des recettes prévisionnelles, étaient répercutés dans l'économie de ces dessertes, les coefficients tarifaires seraient trop élevés pour que les offres de fournitures gaz constituent une solution énergétique compétitive.

C'est pourquoi, les aides publiques sont importantes environ 10 Milliards d'€ entre 2019 et 2028 dont 1,5 milliards pour l'adaptation du réseau (voir délibération n°2019-142 de la CRE).

Le développement du biogaz dans le cadre d'un mix énergétique nécessaire au pays aurait été plus efficace et surement moins couteux si les entreprises historiques qui ont la charge de la sécurité d'approvisionnement avaient les prérogatives pour mettre en œuvre ce développement.

Les dispositions envisagées par la CRE permettent aussi de traiter de façon identique une nouvelle délégation de service public (DSP) de rang N+1, qu'elle soit raccordée directement à une DSP de rang N ou à une canalisation de biométhane. Cela permet aussi un traitement tarifaire identique de la canalisation biométhane par rapport aux autres actifs exploités par le GRD de rang 1.

La cession de la partie de la canalisation biométhane située sur la zone de nouvelle desserte à l'autorité concédante de cette commune est par ailleurs une solution compliquée : en effet, cette canalisation est originellement destinée à évacuer la production de biométhane. De plus, l'installation de production n'est pas forcément sur le territoire de la nouvelle desserte et introduire un nouvel opérateur sur cette canalisation est source de complexité en cas de défaillance ou de défaut sur l'ouvrage.

Enfin, la solution préconisée par la CRE est probablement la seule praticable sur des maillages entre réseaux existants de grande longueur et sur lesquels plusieurs nouvelles dessertes sont envisageables.

Q2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ? (page 7)

L'assiette de consommation envisagée permet d'éviter des situations où c'est le GRD amont qui se retrouverait à payer une tarification d'acheminement au GRD aval, pour correspondre à l'inversement des flux. Elle permet aussi d'avoir une stabilité du modèle économique des nouvelles dessertes si jamais le volume injecté de biométhane venait à varier dans le futur.

Cela permet aussi de refléter le coût de la canalisation établie entre le GRD de rang N et le GRD de rang N+1, canalisation dimensionnée pour pouvoir alimenter le GRD de rang N+1 (si celui-ci était déjà desservi avant le raccordement de l'installation de production de biométhane).

Le GRD amont assurant la sécurité d'approvisionnement au GRD de rang N+1 en cas de défaillance sur la production de biométhane (pour assurer la continuité d'alimentation dans le cas d'une nouvelle desserte) il semble naturel que les coûts de cette sécurité se retrouvent dans le tarif.

Q3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considérés du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ? (page 8)

Les dispositions envisagées permettent d'assurer aux différentes délégations de service public (DSP) une stabilité de leur cadre contractuel ainsi qu'une stabilité dans leur modèle économique. Cela permet aussi d'éviter une complexité de gestion dans les ordres d'arrivée et de traiter les DSPs de manière équitable, au vu des coûts engendrés et non de leur ordre d'arrivée.

Q4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ? (page 8)

Ne pas appliquer le même terme tarifaire d'injection aux producteurs selon le gestionnaire de réseau auquel le projet est raccordé introduirait une distorsion dans le signal de localisation que donne le terme tarifaire d'injection. Ce terme tarifaire d'injection permettant de couvrir les charges d'exploitation des ouvrages de raccordement de biométhane et étant construit de façon normative, il semble logique que ce terme ne soit pas dépendant du GRD au réseau duquel le projet est raccordé.

De plus, nous serions favorables à appliquer cette forme de péréquation sur l'ensemble du territoire.

En effet, ce système a démontré ses vertus pour le développement, la solidarité et l'égalité.